

**Nations unies - Renouvellement du
régime de sanctions en Somalie -
Érythrée - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 14 novembre 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption de la résolution 2385 qui renouvelle le régime de sanctions sur la Somalie et l'Érythrée et le mandat du groupe d'experts qui lui est associé.

Concernant la Somalie, les sanctions, notamment l'embargo sur les armes, demeurent importantes et utiles face à la menace qu'Al Shabaab continue de représenter dans le pays et compte tenu du renforcement de la présence de Daech. Je tiens à ce titre à présenter une nouvelle fois les condoléances de la France aux autorités et au peuple somalien pour le terrible attentat du 14 octobre dernier à Mogadiscio.

Par ailleurs, concernant l'embargo sur les armes, je tiens à souligner que les exemptions prévues permettent de préserver la capacité des autorités somaliennes à se procurer les équipements dont elles ont besoin pour se défendre face aux groupes terroristes.

Concernant l'Érythrée, la France estime que le conseil de sécurité se devait d'adopter une position équilibrée et surtout une position réaliste. Le groupe d'experts n'a pas trouvé, pour la 4ème année consécutive, de preuves concluantes d'un soutien de l'Érythrée à Al Shabaab en Somalie. C'est un point positif. Mais la France estime qu'il reste avant tout nécessaire que l'Érythrée coopère avec le comité de sanctions et avec le groupe d'experts, et plus largement, avec les autres mécanismes des Nations unies, avant qu'une évolution puisse être engagée au conseil de sécurité.

Le conseil avait fait l'an dernier des gestes d'ouverture avec l'adoption de la résolution 2317 et avec les consultations tenues au printemps de cette année. Mais l'annulation de la visite à Asmara du président du comité de sanctions a, dans ce contexte, été une déception.

En outre, l'Érythrée doit s'engager à régler définitivement la question des prisonniers de guerre djiboutiens, à soutenir une médiation active en vue d'une reprise du dialogue avec Djibouti et à cesser, d'une manière générale, tout soutien aux groupes armés de la région.

La porte reste donc ouverte mais nous attendons des gestes concrets de coopération.

Je vous remercie./.